

Texte introductif au débat, réunion de création du comité départemental de défense et développement des services publics

La journée unitaire d'action des fonctionnaires et agents publics, le 21 janvier, a été le premier grand rendez-vous revendicatif de cette année 2010. Les attaques, portées par Sarkozy et sa majorité et voulues par le patronat, sont une vaste entreprise de destruction des missions de la fonction publique. Entreprise qui passe, pour rappel, par la RGPP, la RéATE, la loi sur la mobilité, le démantèlement et la privatisation d'EDF/GDF, le changement de statut de la Poste, les milliers de suppressions d'emplois notamment dans l'Education Nationale et la loi Hôpital, patients, santé et territoires. Complété par la suppression de la taxe professionnelle et les attaques incessantes contre le statut de la fonction publique, ce projet vise à anéantir totalement les Services Publics, dits à la Française, voulus par le Conseil National de la Résistance.

Au service du grand capital, la majorité présidentielle entend ainsi opérer un grand bond en arrière sur un processus, qui au fil des décennies, a permis un développement d'ampleur historique de l'emploi, et des services publics au service de tous les citoyens.

Derniers visés, les services publics territoriaux avec le projet de réforme territoriale...

Cette offensive vise trois des pans du pacte républicain : la démocratie locale, le financement pérenne des services publics locaux et le statut comme garantie pour les citoyens d'un service public égalitaire. De ce fait, en essayant d'en finir avec le contrôle exercé par les citoyens sur les services publics, c'est le caractère démocratique et solidaire des missions publiques qui est en jeu, et donc la notion même de service public. L'absence d'une réforme fiscale solidaire corrigeant les inégalités entre collectivités condamne les plus pauvres d'entre elles à des services publics au rabais. L'asphyxie financière de ces collectivités poussera donc à la privatisation des missions.

Face à ces attaques d'ampleur inégalée contre la démocratie et les services publics, la mobilisation convergente des usagers, agents et élus, avec les forces progressistes, syndicales, associatives et politiques, est indispensable. Le service public, qu'il soit national ou local, est bien l'affaire de l'ensemble de ses acteurs.

La construction concertée d'initiatives de mobilisation doit s'effectuer sur les objectifs partagés que sont la préservation et le développement des services publics .

Notre capacité à œuvrer en commun sur ces objectifs sera doublement décisive.

Premièrement, pour construire une mobilisation à la hauteur des enjeux qui soit de nature à mettre en échec la politique du pouvoir en place.

Deuxièmement, alors que se profilent les élections régionales, pour faire de la question des services publics et de la fonction publique un élément central de la campagne permettant de mettre en lumière les conséquences désastreuses de la politique actuellement à l'œuvre. L'échéance électorale de mars 2010 constitue une étape importante d'élaboration d'une alternative politique de progrès, dont les services publics et la fonction publique doivent être une des clés de voûte. Au-delà de la nécessaire réponse aux coups portés par le pouvoir en place, la force des luttes sera aussi fonction de l'émergence de cette alternative politique.

Cependant, nous ne devons pas écarter que l'organisation des collectivités comme celle de la fonction publique sont perfectibles et peuvent évoluer, mais toujours dans le sens de l'intérêt général et surtout pas pour être mises au service du libéralisme. Le développement des services et de l'emploi publics, leur financement solidaire, leur caractère démocratique, la résorption des inégalités territoriales doivent guider toute évolution et c'est le but que nous nous fixons en créant ce soir, le Comité Départemental Corrèzien de Défense et de Développement des services Publics. Notre objectif sera la tenue d'Etats Généraux des Services Publics nationaux. Pour cela nous devons organiser des réunions locales où seront élaborés, avec les citoyens, des cahiers de doléances mais également des cahiers de propositions. Un gros travail nous attend et la participation de tous sera nécessaire...

J-Louis Puydebois SD FSU19